

Votre adresse électronique : _____

Votre numéro de téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

En cas de tutelle avec conseil de famille, coordonnées du subrogé tuteur :

Nom : _____

Prénoms : _____

Date et lieu de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| à _____

Adresse : _____

Code postal |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Commune : _____

Adresse électronique : _____

Modifications de situation :

Le/la mineur(e) a-t-il (elle) changé d'adresse au cours de l'année ?

oui non

Dans ce cas, indiquer la nouvelle adresse dans le paragraphe « identité du mineur protégé »

Vous êtes chargé(e) de la mesure de protection, avez-vous changé d'adresse au cours de l'année ?

oui non

Dans ce cas, indiquer votre nouvelle adresse dans le paragraphe « La mesure de protection »

Autres modifications apportées, précisez :

Patrimoine :

le patrimoine du/de la mineur(e) a-t-il été modifié au cours de l'année ?

non

oui, préciser la nature de l'opération effectuée et joindre une copie de l'acte :

vente d'un bien immobilier acquisition d'un bien immobilier

Adresse de l'immeuble : _____

succession donation Autre :

Placements :

Les placements du/de la mineur(e) ont-t-il été modifiés ?

- non
- oui, dans ce cas préciser la raison des modifications apportées :
- regroupement de comptes bancaires
 - transfert de fonds d'un compte à un autre compte
 - plan arrivé à échéance
 - vente d'un PEA
 - nouveau placement suite à vente ou héritage
 - autre _____

► Joindre une copie des justificatifs bancaires faisant apparaître les modifications.

Situation des comptes et livrets bancaires :

*Important : les fonds et valeurs mobilières du ou de la mineure protégé(e) doivent obligatoirement être déposés sur un compte ouvert **à son nom** et mentionnant la mesure de protection.*

*Pour chaque compte bancaire, vous devez **joindre une copie du relevé bancaire faisant apparaître le solde au 31/12 de l'année écoulée.***

Nom des comptes	Numéro des comptes	Nom de la banque	Ancien solde au : 31/12/ <i>*indiquer l'année</i>	Crédit	Débit	Solde au :
				Montant	Montant	31/12/ <i>*indiquer l'année</i>
Compte courant						
Livret A						
Livret jeune						
Assurance vie 1						
Assurance vie 2						
PEL						
CEL						
Compte titres						
Compte notaire						
Autres (préciser) :						
TOTAUX						

Revenus et dépenses du mineur

A – Les ressources du/de la mineur(e)

Les revenus	Montant annuel en euros
Revenus locatifs	
Revenus mobiliers	
Autres revenus	

Autres ressources	Montant annuel en euros
Vente d'un bien immobilier (maison, appartement, terrain, ...)	
Perception d'un capital (succession, donation, ...)	
Autres	

Montant total annuel en euros des ressources de l'année	

B – Les dépenses réglées par le/la mineur(e) *(joindre les justificatifs)*

Dépenses de la vie courante	Montant annuel en euros
Frais de scolarité	
Loisirs	
Achats divers	
Autres	

Charges immobilières, impôts et taxes	Montant annuel en euros
Charges immobilières	
Travaux sur biens immobiliers	
Réparations d'entretien (ex : fuite d'eau, ...)	
Impôts sur le revenu	
Taxe d'habitation	
Taxe foncière	
Autres	

Montant total annuel en euros des dépenses de l'année	

C – La balance de la gestion de l'année

	Montant annuel en euros
Total des ressources de l'année (A) :	
Total des dépenses de l'année (B) :	
Solde (A – B) :	

► Joindre une copie des justificatifs bancaires faisant apparaître les modifications.

Observations :

Vous êtes :

administratrice légale / administrateur légal :

Vos observations : _____

tutrice / tuteur :

Vos observations : _____

Observations de la subrogée tutrice / du subrogé tuteur : _____

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (prénom, nom) : _____
certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à : _____ Le 1...1...1...1...1

Signature de l'administratrice légale / de l'administrateur légal

OU

Signature de la tutrice / du tuteur

ET

Signature de la subrogée tutrice / du subrogé tuteur

Dans le cas d'une tutelle avec conseil de famille, compte de gestion remis à la subrogée tutrice / au subrogé tuteur le 1...1...1...1...1

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.